

### Informé, communiquer et sortir des sentiers battus pour lutter contre la grippe aviaire



Flambée de grippe aviaire, préparation à une pandémie et pandémie de grippe sont autant de termes désormais communément utilisés dans la région océanienne. Nos populations en comprennent-elles pour autant toute la portée ? Sont-elles conscientes de ce que pourrait signifier pour eux l'arrivée d'une pandémie grippale sur nos côtes ? Les fonctionnaires de tous les secteurs, les employés du privé, la société civile et les communautés sont-ils bien informés sur la pandémie grippale ? Et, surtout, comprennent-ils les rôles qu'ils pourraient être appelés à jouer si une flambée venait à toucher l'un des États ou Territoires de la région ?

Les réponses à ces questions et à bien d'autres nous donneront une idée générale du degré d'information et de préparation de la région océanienne face à une telle éventualité.

Tous les pays insulaires du Pacifique se sont maintenant dotés d'un plan de riposte à une flambée de grippe aviaire ou à une pandémie de grippe. On constate cependant des différences importantes au niveau du degré d'exhaustivité de ces plans, de leur capacité d'être mis en œuvre immédiatement, et, ce qui est plus important encore, du degré de familiarisation des multiples parties prenantes et intéressés dans les pays. Il convient de se demander si le plan englobe des secteurs autres que la santé, notamment les services d'utilité publique, l'approvisionnement en eau, les transports par route, mer et air, les télécommunications, la sécurité alimentaire, les services d'ordre et la sécurité publique, pour n'en citer que quelques-uns, qui devront être pleinement opérationnels en cas de pandémie.

La région manque cruellement de spécialistes des soins de santé et de spécialistes de la santé animale. Nos laboratoires, aux avant-postes de notre défense, portent la capacité de diagnostic de la région et devront procéder aux analyses nécessaires pour confirmer une flambée de grippe aviaire chez la faune aviaire ou chez l'homme. Or, les capacités de beaucoup de nos laboratoires sont certes en amélioration, mais restent assez faibles. Heureusement, jusqu'à présent, rien ne permet de supposer que la maladie soit présente dans notre région, et ce, alors qu'elle a frappé à plusieurs reprises certains de nos voisins très proches. Le risque de propagation dans notre région reste donc bien réel.

Face à l'éventualité d'une grippe pandémique, la véritable question à poser n'est pas de savoir si la maladie se propagera jusque dans le Pacifique, mais bien si notre région est parée contre cette éventualité et prête à intervenir concrètement. Nous ne pouvons prédire l'avenir ; nous devons nous contenter de déduire des scénarios à partir d'analyses de tendances et de raisonnements logiques. Toutefois, on peut tous s'accorder sur un point : si la grippe pandémique venait à se propager dans l'un de nos États ou Territoires océaniques, les conséquences pourraient être dévastatrices.

Aussi, nos populations comptent sur nos informations et nos instructions, et à ce titre, nous devons nous demander comment faire en sorte qu'elles disposent de toutes les informations dont elles ont besoin dans le cas malheureux où des flambées de grippe aviaire ou pandémique frapperaient nos États et Territoires. Nous ne pouvons nous permettre d'attendre qu'il y ait suffisamment de spécialistes de la santé animale et humaine formés, ou que tous nos laboratoires soient à la pointe de la technologie, ou encore que des stocks d'antiviraux et des équipements de protection individuelle nous soient livrés, pour tester nos plans de préparation à une pandémie.

Premièrement, nous devons éprouver nos plans de préparation. S'ils contiennent des lacunes, il vaut mieux les découvrir aujourd'hui qu'en plein milieu d'une épidémie, car nous pourrions alors avoir à payer un lourd tribut humain et financier.

Deuxièmement, nous devons faire passer le message à nos collègues des secteurs de santé humaine et animale, aux agents d'autres secteurs, et à la population dans son ensemble. Il faut que chacun comprenne, dans des termes simples, ce qu'est la grippe aviaire et une pandémie de grippe, l'effet qu'elles peuvent avoir sur la santé de chacun, leur mode de propagation, ce à quoi il faut faire attention et, la façon dont il faut réagir et se protéger en cas de flambée.

S'il est difficile de transmettre le message, nous pouvons compter sur la culture océanienne fondée sur des réseaux de communication : la famille, la communauté, le folklore ou encore la radio. Ces réseaux existaient bien avant l'avènement d'Internet et leur efficacité n'est plus à prouver. Les communications électroniques ont élargi notre capacité de communication, mais n'ont pas remplacé nos réseaux traditionnels. Nous avons besoin de ces deux modes de communication. Les réseaux traditionnels seront peut-être le seul moyen de joindre de nombreuses personnes de la région. Une communauté dans laquelle on sait ce qu'est la grippe aviaire, où l'on a conscience de l'importance de la prévention ainsi que de l'aide que peuvent apporter les pouvoirs publics, a des chances nettement supérieures de gérer la maladie et d'en éviter les incidences les plus graves.

Troisièmement, sur quel message devons-nous axer notre communication ? En tant que professionnels de santé, nous avons entendu à d'innombrables reprises le vieil adage : « Mieux vaut prévenir que guérir ». La prévention est la clé du succès si nous voulons éviter la propagation de la grippe aviaire parmi les animaux ou les humains, et l'endiguement est lui aussi indispensable. Pour assurer prévention et endiguement, nous n'avons pas besoin d'un grand nombre de spécialistes, de techniciens, de laboratoires, ou de médicaments. Ce dont nous avons réellement besoin, c'est de pouvoir compter sur des personnes bien préparées et qui savent ce qu'elles doivent faire. C'est ce message que nous devons diffuser, de telle manière qu'il soit compris et donne lieu à des actions concrètes.

Quatrièmement, nous devons être prêts. Nos collègues des cellules d'intervention en cas de catastrophe naturelle, des forces de l'ordre et de la magistrature, des ministères chargés des transports, des communications, de la sécurité alimentaire, de la sécurité aux frontières, des services zoosanitaires et phytosanitaires et de l'immigration doivent tous savoir ce qu'ils ont à faire. Les entrepreneurs, les enseignants, les responsables de la société civile et, surtout, nos communautés doivent être informés des effets d'une flambée sur leur activité et des mesures à prendre dans ce cas.

Nombre d'entre vous ont déjà eu l'occasion de travailler avec l'équipe régionale de la CPS de planification des mesures de préparation à une pandémie de grippe en Océanie. Nous collaborons, dans ce cadre, avec nos principaux partenaires, dont l'Organisation mondiale de la santé et les Centres de lutte contre la maladie d'Atlanta (CDC). Notre équipe, basée à la CPS, compte désormais des spécialistes du droit, des communications, de la lutte contre l'infection et de l'approvisionnement, ainsi que de la santé animale et humaine. Les membres de l'équipe épaulent nos 22 États et Territoires membres afin qu'ils soient prêts à intervenir en cas de pandémie de grippe. Je vous encourage vivement à profiter des compétences spécialisées que notre équipe met à votre disposition pour vous aider du mieux possible à élaborer et à éprouver votre plan de préparation à une pandémie englobant l'ensemble des pouvoirs publics.

Pour conclure, il me faut souligner que l'approche qui consiste à s'en tenir aux pratiques habituelles n'est pas la meilleure façon d'aborder les efforts de préparation à une pandémie de grippe dans la région. Pour lutter contre la grippe aviaire, il faut informer, communiquer et sortir notre réflexion des sentiers battus. Si le virus a la capacité de muter, nous devons, nous aussi, modifier nos modes d'intervention afin de donner à nos populations, nos États et nos Territoires les meilleures conditions possibles pour apporter une riposte stratégique et efficace à la menace de pandémie de grippe dans notre région.

**Dr Jimmie Rodgers**  
Directeur général, CPS